

PRÉPARATIFS DE DÉPART À LA BASE DE MANTA

La Colombie ouvre ses bases aux Etats-Unis, bannis d'Equateur

vendredi 17 juillet 2009, par LatinReporters.com (Date de rédaction antérieure : 17 juillet 2009).

BOGOTA, vendredi 17 juillet 2009 (LatinReporters.com) - Alors que la présence militaire américaine en Equateur prend fin, la Colombie voisine ouvre ses bases aux Etats-Unis pour lutter non seulement contre le trafic de drogue, mais aussi « *contre le terrorisme et autres délits* ». L'accord négocié par Washington et Bogota soulève des remous. Il incitera le Venezuela et ses alliés de la gauche radicale latino-américaine à maintenir leurs réserves à l'égard de Barack Obama.

L'ambassade américaine à Quito annonçait jeudi que s'effectuerait le 17 juillet le dernier vol de surveillance antidrogue à partir du FOL (Forward Operating Location - Poste d'opération avancé) cédé pendant dix ans aux Etats-Unis sur 27 des 500 hectares de la base équatorienne de Manta.

« *Ensuite, les militaires et adjudicataires [civils] du FOL commenceront à emballer et à préparer leur départ. En septembre, ils auront terminé et ils remettront les clefs à la force aérienne équatorienne* » précisait la porte-parole de l'ambassade, Martha Youth.

Le socialiste radical Rafael Correa, président de l'Equateur et allié du Vénézuélien Hugo Chavez, n'a pas renouvelé, comme il l'avait annoncé, l'accord sur le FOL de Manta conclu en 1999. La nouvelle Constitution équatorienne prohibe la présence de toute base militaire étrangère sur le sol national. Juridiquement, le FOL n'en a jamais été une, mais il était considéré comme telle par l'opinion publique et les nouvelles autorités socialistes équatoriennes.

Les adversaires de cette présence américaine accusaient les avions-radars du FOL d'outrepasser leur mission de lutte contre le narcotraffic en aidant la Colombie voisine à combattre la guérilla marxiste des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), quoique la cocaïne soit l'une des principales sources de financement de cette guérilla. Le président Correa lui-même suggéra ouvertement l'existence de cette collaboration lors de l'anéantissement par l'armée colombienne, le 1^{er} mars 2008, d'un camp des FARC au nord de l'Equateur. Depuis cette date, les relations diplomatiques entre Quito et Bogota sont rompues.

[NDLR - Réussie le 2 juillet 2008, la spectaculaire libération par l'armée colombienne de 15 otages des FARC, dont Ingrid Betancourt et trois Américains, nécessita un appui technologique assuré peut-être aussi partiellement, dans le fil des soupçons de Rafael Correa, par le FOL américain de Manta].

L'accord sur le point d'être signé entre la Colombie et les Etats-Unis permettrait à l'aviation américaine d'effectuer à partir d'au moins trois bases militaires colombiennes les missions antidrogue, surtout la localisation d'avions et d'embarcations de narcotrafiquants, que facilitait à partir de l'Equateur le FOL de Manta.

Mais désormais d'autres ambitions deviennent explicites. Le gouvernement de Bogota parle littéralement d'un « *accord de coopération contre le narcotraffic, le terrorisme et d'autres délits* ». Le président conservateur de la Colombie, Alvaro Uribe, confirme que les Etats-Unis seraient appelés

« à nous aider dans cette bataille contre le terrorisme, contre le narcotrafic ». Or, la guérilla des FARC, financée par le trafic de cocaïne, les enlèvements pour rançon et le racket est considérée officiellement comme terroriste tant par la Colombie que par les Etats-Unis et les 27 pays de l'Union européenne.

Parmi les paramètres de cette situation, on notera, en cas de confirmation de l'accord américano-colombien jugé imminent :

1. L'implication plus explicite que jamais des Etats-Unis dans les opérations de lutte contre la guérilla colombienne des FARC, alors que cette dernière dispose de facilités au Venezuela et en Equateur, deux pays voisins de la Colombie.
2. L'acceptation au moins implicite par le président des Etats-Unis, Barack Obama, d'un certain degré d'interventionnisme militaire très peu apprécié en Amérique latine. La gauche latino-américaine y verra un lien avec les événements du Honduras, où les Etats-Unis ont sur la base de Soto Cano une présence militaire supérieure à celle de leurs FOL d'Equateur, du Salvador et du Curaçao et d'Aruba, îles des Antilles néerlandaises proches du Venezuela.
3. La consolidation de la Colombie comme citadelle de résistance à la vague de socialisme et d'antiaméricanisme, radical ou modéré, qui a déferlé sur l'Amérique du Sud. Volontairement ou non, le nouvel accord militaire américano-colombien répondrait aussi à la coopération militaire du Venezuela avec la Russie, dont l'aviation et la marine de guerre sont invitées par le président Hugo Chavez à faire escale dans des ports et aéroports vénézuéliens.

Réactions

La perspective de l'utilisation systématique et non plus ponctuelle par les Etats-Unis de bases militaires colombiennes suscite de nombreuses réactions. L'ex-président du tribunal constitutionnel colombien, Carlos Gaviria, qui aspire à nouveau à briguer la présidence sous l'étiquette du Pôle Démocratique Alternatif (PDA, gauche) aux élections de 2010, prétend que « *la souveraineté colombienne est fanée. Nous livrons notre souveraineté. Nous nous comportons comme un sujet des Etats-Unis* ».

L'ex-ministre colombien de la Défense Rodrigo Pardo, précandidat du Parti Libéral à la présidentielle de 2010, parle de « *geste d'hostilité* » à l'égard de pays voisins. L'accord reviendrait, selon lui, à « *prêter notre territoire souverain pour des opérations que nous ne contrôlerons pas* ».

En Bolivie, le président Evo Morales s'adressait implicitement au président colombien Alvaro Uribe en déclarant jeudi que « *les politiciens latino-américains acceptant une base militaire nord-américaine dans l'un quelconque des pays d'Amérique latine sont des traîtres à leur patrie* ». L'opposition bolivienne adresse toutefois un reproche équivalent à Evo Morales pour son accord militaire avec Hugo Chavez, qui prévoit notamment l'intervention armée du Venezuela en cas de conflit interne en Bolivie.

Quant à Hugo Chavez, il avait déjà réagi l'an dernier aux premières informations parlant alors non de l'usage de bases colombiennes par les Etats-Unis, mais de l'établissement de bases militaires américaines en Colombie, hypothèse strictement démentie aujourd'hui par Washington et Bogota. Le président vénézuélien y voyait une « *agression* ». Il ajoutait : « *Nous ne permettrons jamais que le gouvernement colombien livre la Guajira à l'empire [américain]* ». Un vieux différend frontalier oppose le Venezuela à la Colombie dans cette région du nord colombien. Aucune base militaire de la Guajira ne serait toutefois concernée par le nouvel accord américano-colombien, qui serait conclu pour au moins dix ans.

P.-S.

* Publié sur LatinReporters.com :

<http://www.latinreporters.com/colombiepol17072009.html>